

Commission: Sommet UE - Candidats à l'adhésion

Problématique: Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

Auteur: Slovaquie et République Tchèque

Introduction :

La Slovaquie est née de la dissolution de la Tchécoslovaquie le 31 décembre 1992, c'est une république parlementaire et depuis le 1^{er} avril 2021, notre pays a un nouveau président du gouvernement : le conservateur Eduard Heger, la durée de son mandat dépend de l'appui qu'il trouvera au parlement. La position d'Eduard Heger est fragilisée en raison de votes de défiance de la part du parlement. Dans ce contexte de gouvernement affaibli, la Slovaquie a fait face à une crise migratoire avec son voisin Ukrainien, elle met en évidence les relations que la Slovaquie doit redéfinir avec un candidat à l'intégration européenne, l'Ukraine. Nous allons nous interroger sur la place que la Slovaquie doit avoir au sommet de l'UE sur les candidats à l'adhésion. Et plus précisément quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

La République Tchèque est née de la dissolution de la Tchécoslovaquie le 31 décembre 1992, c'est une république parlementaire et depuis le 9 mars 2023, Petr Pavel est le nouveau président de la République. Nous allons nous interroger sur la place que la République Tchèque doit avoir au sommet de l'UE sur les candidats à l'adhésion. Et plus précisément quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

Description rapide des enjeux et problèmes (Slovaquie et aussi La République Tchèque) :

Les huit pays officiellement candidats à intégrer l'UE sont l'Albanie, la Moldavie, le Monténégro, la Macédoine du nord, la Serbie, la Turquie et enfin l'Ukraine.

Les enjeux soulevés par ces candidats sont géographiques avec l'intégration d'un pays comme la Turquie, dont la majorité du territoire se situant en Asie. On peut se demander jusqu'où peut aller l'UE ?

Les enjeux géopolitiques : la Turquie est un allié politique (Erdogan) de la Russie, mais aussi, l'intégration de l'Ukraine et de la Moldavie peut provoquer un renforcement des tensions débouchant sur une potentielle guerre avec la Russie.

Ces candidats remettent en cause les principes fondateurs de l'Union Européenne comme le respect des droits de l'Homme : la Turquie n'a pas reconnu le génocide des Arméniens.

De plus, certains pays doivent lutter contre la corruption.

Pour finir, les différents pays candidats doivent donc respecter les critères de Copenhague, définis en juin 1993.

Développement sur la position de votre pays par rapport à la problématique : (point de vu assez équivalent)

Pour moi Slovaquie, on constate différents intérêts dans la possible intégration de ces pays.

Tout d'abord, la Slovaquie voit les intérêts géopolitiques : les pays des Balkans (Serbie, Macédoine du Nord, Monténégro et Albanie) sont au cœur de la politique étrangère. L'intégration de l'Ukraine déplacerait la frontière de l'espace Schengen plus à l'est. Par ailleurs, l'Ukraine en intégrant l'UE devrait lutter contre ses mafias et le crime organisé qui sévit en Slovaquie.

Enfin, d'un point de vue économique, la Slovaquie est intéressée pour participer à la reconstruction de l'Ukraine.

La Slovaquie en appel au groupe de Visegrad, pour que les 4 pays aient une position commune sur l'adhésion de ces candidats.

Pour moi, République tchèque, on constate différents intérêts dans la possible intégration de ces pays mais aussi des inquiétudes liées à leur intégration.

Cependant, la République tchèque est également consciente des défis liés à l'élargissement de l'UE et a exprimé ses préoccupations quant à la capacité des pays candidats à respecter les

normes et les valeurs de l'UE. Elle a exprimé des inquiétudes vis à vis de l'État de droit dans certains pays candidats, notamment dans les Balkans occidentaux.

Concernant la stratégie d'élargissement à l'horizon 2050, la République tchèque soutient une approche progressive et basée sur les mérites.

Elle considère que les pays candidats doivent remplir les critères stricts de l'UE en matière d'adhésion : les droits de l'homme, la démocratie, l'État de droit, l'économie de marché et la capacité à assumer les obligations de l'adhésion.

En définitive, pour la République Tchèque l'élargissement futur de l'UE doit être accompagné d'une plus grande convergence économique, sociale et politique entre les États membres existants de l'UE, elle a des préoccupations liées à l'adhésion de pays qui ne remplissent pas les critères requis mais elle adopte une position équilibrée et réaliste en ce qui concerne l'élargissement de l'UE.

Développement sur les solutions :

Notre pays, la Slovaquie a ratifié des traités qui ont facilité l'adhésion des pays candidats à l'UE, tels que le Traité de Nice en 2001 et le Traité de Lisbonne en 2007.

Elle a également soutenu la mise en place de programmes de préadhésion pour les pays candidats, tels que le processus de stabilisation et d'association pour les pays des Balkans occidentaux.

En revanche, la Slovaquie a exprimé ses préoccupations quant à l'adhésion de certains pays candidats à l'UE, notamment en ce qui concerne leur capacité à respecter les normes et les valeurs de l'UE.

En 2017, la Slovaquie a refusé de ratifier l'Accord économique et commercial global (AECG) entre l'UE et le Canada (en raison de préoccupations concernant l'impact de l'accord sur l'agriculture slovaque).

Notre pays la République Tchèque a adopté une approche positive, utilitaire en fonction des intérêts nationaux et de la conformité avec les valeurs de l'UE.

Par exemple, la République tchèque a ratifié l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine en 2014, en dépit de l'opposition de certains groupes politiques nationaux.

En revanche, elle a refusé de ratifier le traité de Lisbonne en 2009 avant d'obtenir certaines concessions de l'UE en matière de garanties pour la protection de la souveraineté nationale et de l'identité culturelle.

Aussi, la République tchèque est méfiante quant à la directive sur les travailleurs détachés de l'UE, qu'elle considérerait comme portant atteinte à la souveraineté nationale et à l'égalité des conditions de travail pour les travailleurs tchèques.

Concernant l'élargissement de l'UE, la République tchèque a soutenu la poursuite des négociations d'adhésion avec les pays candidats, mais a signalé la nécessité pour ces pays de remplir les critères d'adhésion.

La République tchèque a également travaillé à renforcer la coopération avec les pays des Balkans occidentaux, particulièrement dans les domaines de la stabilité régionale, de la sécurité et de la réforme politique et économique.

Conclusion

En définitive, la Slovaquie adopte une approche prudente mais favorable à l'élargissement de l'UE. Elle cherche à équilibrer les avantages potentiels de l'adhésion de nouveaux membres avec les préoccupations liées à l'adhésion de pays qui ne remplissent pas les critères requis. Monsieur Heger, président du gouvernement slovaque est convaincu que cet élargissement permettrait de renforcer le lien avec des pays dont les relations ont toujours été fortes avec la Slovaquie. Pour des raisons géographiques (l'Ukraine) ou géopolitiques (les pays des Balkans).

En conclusion, la République tchèque adopte une approche relativement prudente mais favorable à l'élargissement de l'UE. Elle cherche un équilibre entre l'expansion de l'UE et la préservation de la souveraineté nationale et de l'identité culturelle. Elle soutient une poursuite des négociations d'adhésion avec les pays candidats, mais souligne également la nécessité pour ces pays de remplir les critères d'adhésion de l'UE.